

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/WPGR/11
30 juin 2003

(03-3466)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

NÉGOCIATIONS SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Rapport du Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS

I. INTRODUCTION

1. Le 22 juillet 2002, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a adopté, pour structurer ses travaux, un programme de travail sur les marchés publics.¹ Le point a) du programme de travail prévoit que les Membres doivent "poursuivre les discussions concernant les marchés publics sur la base des communications des Membres et de la documentation disponible." Les Membres ont aussi été encouragés à "présenter des communications sur les marchés publics le plus tôt possible avant le 31 mars 2003, sans préjudice de leur droit de présenter de nouvelles suggestions et de soulever des questions pertinentes". Le point c) prescrit au Président de "diffuser [avant le] 30 juin 2003 une note dans laquelle il fera rapport sur l'avancement des travaux". Le programme de travail prévoit aussi que le Groupe de travail "se préparer[a] à la possibilité offerte par la cinquième Conférence ministérielle de faire le bilan des progrès accomplis dans les négociations".

2. En organisant leurs travaux sur les marchés publics, en même temps que leurs travaux sur les mesures de sauvegarde d'urgence et les subventions, les Membres ont reconnu que:

- a) "Le programme de travail ne devrait pas préjuger des résultats des négociations correspondantes sur les mesures de sauvegarde d'urgence, les subventions et les marchés publics. Les Membres resteront libres de soulever toute question pertinente aux fins de la discussion, y compris les questions de l'opportunité et de la faisabilité et celle de la portée des négociations.
- b) Les repères concernant les communications sont donnés à titre indicatif, afin d'encourager les Membres à présenter des communications sur les thèmes correspondants dès que possible, et ils devraient être sans préjudice du droit des Membres de présenter de nouvelles suggestions et de soulever des questions pertinentes par le biais de communications à tout moment, dans le cadre de n'importe lequel des trois thèmes de négociation.
- c) L'exécution des travaux concernant un point donné, y compris la question de la faisabilité et de l'opportunité, devrait être sans préjudice des autres points dans le cadre de chaque thème de négociation.

¹ S/WPGR/7, paragraphe 4.

Les Membres reconnaissent également qu'une flexibilité devrait être exercée dans la réalisation des travaux du Groupe de travail et que les programmes de travail pourront être ajustés à l'avenir pour tenir compte des derniers progrès."²

3. Le présent rapport suit la structure du rapport du Président sur les négociations relatives aux mesures de sauvegarde d'urgence. Il commence par une description du contexte dans lequel se tiennent les négociations sur les marchés publics et un bref aperçu des principales activités menées par le Groupe de travail pendant ces négociations (section II). La section III contient mon évaluation personnelle de la situation et la section IV des suggestions sur la manière dont nous pourrions aller de l'avant. Le présent rapport est présenté sous ma propre responsabilité, en ma qualité de Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS. Il ne préjuge en rien de la position d'aucune délégation, ni du résultat d'ensemble de ces négociations.

II. CONTEXTE DES NÉGOCIATIONS ET PRINCIPALES ACTIVITÉS

A. MANDAT DE NÉGOCIATION

4. L'article XIII de l'AGCS dispose ce qui suit:

1. "Les articles II, XVI et XVII ne s'appliqueront pas aux lois, réglementations ou prescriptions régissant l'acquisition, par des organes gouvernementaux, de services achetés pour les besoins des pouvoirs publics et non pas pour être revendus dans le commerce ou pour servir à la fourniture de services destinés à la vente dans le commerce.

2. Des négociations multilatérales sur les marchés publics de services relevant du présent accord auront lieu dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC."

5. Il convient de rappeler que les *Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services*, adoptées le 28 mars 2001 par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire indiquent que "les Membres viseront à mener à bien les négociations au titre des articles VI:4, XIII et XV avant que les négociations sur les engagements spécifiques ne soient achevées."

B. APERÇU DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL

6. La question des marchés publics a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une réunion du Groupe de travail en décembre 1995. Depuis, ce point a figuré à l'ordre du jour de chacune de ses réunions formelles³ et a aussi été examiné lors de différentes réunions informelles.⁴

7. Depuis 1995, les négociations menées au titre de l'article XIII ont bénéficié de contributions écrites: i) 24 contributions formelles et cinq contributions informelles présentées par des Membres; ii) un certain nombre de notes présentées par les présidents en vue de structurer le débat; et iii) huit notes formelles et deux notes informelles établies par le Secrétariat. Une liste des documents pertinents est annexée au présent rapport.

² S/WPGR/7, paragraphe 1.

³ Voir les rapports des réunions formelles du Groupe de travail, S/WPGR/M/3 à S/WPGR/M/42.

⁴ Voir, par exemple, *Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 22 novembre 2002*, note du Secrétariat, JOB(02)/211 et *Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 29 janvier 2003*, note du Secrétariat, JOB(03)/21.

8. Les paragraphes ci-après rappellent brièvement les différents thèmes qui ont été examinés depuis 1995, essentiellement sur la base des renseignements figurant dans les rapports annuels du Groupe de travail au Conseil du commerce des services.⁵

9. Initialement, les débats du Groupe de travail ont porté sur divers aspects des disciplines susceptibles d'être appliquées aux marchés publics de services, en particulier en ce qui concerne la transparence. Les Membres ont aussi examiné les implications de l'Accord sur les marchés publics (AMP) pour toute discipline qui pourrait être élaborée au titre de l'AGCS, ainsi que certaines des raisons données par les Membres pour expliquer qu'ils n'aient pas signé l'AMP.

10. Les Membres ont aussi entrepris de collecter des renseignements relatifs aux régimes nationaux de passation des marchés, qui pourraient servir de base à la négociation des disciplines. À cette fin, le Secrétariat a été invité à préparer une série de questions afin de recueillir des renseignements en rapport avec les négociations sur les marchés publics.⁶ Vingt-deux Membres ont répondu à ce questionnaire et communiqué des renseignements sur leur régime national de passation des marchés.⁷ Le Secrétariat a établi une synthèse des 19 premières réponses au questionnaire.⁸ Un tableau indicatif mettant en rapport les réponses au questionnaire avec les éléments possibles de disciplines multilatérales a été présenté dans une note du Président⁹ et a servi de base à un premier examen structuré de ces éléments. La Nouvelle-Zélande a présenté une contribution informelle fondée sur la note du Président, dans laquelle elle a examiné les questions découlant de l'application des principes fondamentaux de l'OMC aux marchés publics de services ainsi que les points de convergence éventuels.¹⁰ Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité de coordonner les travaux avec ceux du Groupe de travail de la transparence des marchés publics.¹¹

11. En 1998 et 1999, les discussions ont été centrées sur les questions de définition, ainsi que sur la portée et le champ d'application de disciplines possibles relatives aux marchés publics. Une note informelle présentée par les Communautés européennes et leurs États membres a identifié trois questions: quand y a-t-il marché public, c'est-à-dire quelles sont les transactions qui constituent un

⁵ S/WPGR/1 à 6 et S/WPGR/8.

⁶ *Questionnaire sur les marchés publics de services*, note du Secrétariat, S/WPGR/W/11. Voir aussi *Renseignements relatifs aux marchés publics de services*, note du Secrétariat, S/WPGR/W/7 et Add.1.

⁷ Les Membres énumérés ci-après ont répondu au questionnaire (par ordre chronologique): Norvège; Suisse; Brésil; Nouvelle-Zélande; Japon; États-Unis; Canada; Colombie; Hong Kong, Chine; Communautés européennes et leurs États membres; Australie; Pologne; République de Corée; Inde; Chili; Singapour; Hongrie; Mexique; Argentine; Pérou; Turquie et Costa Rica. Voir les documents S/WPGR/W/11/Add.1 à 22.

⁸ *Synthèse des réponses au questionnaire sur les marchés publics de services*, Note du Secrétariat, S/WPGR/W/20.

⁹ *Government Procurement of Services: Relating Responses to the Questionnaire to Possible Disciplines*, Job n° 1056, 21 février 1997.

¹⁰ *Marchés publics de services*, Note informelle de la Nouvelle-Zélande, Job n° 5446 (30 septembre 1997).

¹¹ Le Groupe de travail de la transparence des marchés publics a été créé par une décision prise à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour, en décembre 1996, et chargé "d'effectuer une étude sur la transparence des pratiques de passation des marchés publics, en tenant compte des politiques nationales, et, sur la base de cette étude, d'élaborer des éléments à inclure dans un accord approprié". Ce groupe de travail a tenu sa première réunion formelle en mai 1997.

marché public? Quelle est l'entité contractante? Quel est l'objet du marché?¹² Les Membres ont aussi discuté de la gamme des activités et entités qui pourraient être visées par l'article XIII de l'AGCS. Dans ce contexte, une attention toute particulière a été portée à la question de savoir comment il conviendrait de traiter les concessions dans le cadre de l'AGCS. Le Japon a distribué des notes informelles sur les concessions et les entités privatisées.¹³ Le Secrétariat a compilé des informations générales sur l'interprétation des dispositions du GATT relatives aux marchés publics qui pourraient être pertinentes pour l'interprétation de dispositions similaires de l'AGCS.¹⁴ Les Membres ont insisté pour que le Groupe de travail continue de coordonner ses travaux avec ceux du Groupe de travail de la transparence des marchés publics.

12. En 2000 et 2001, les travaux ont continué de porter sur les questions de définition, ainsi que sur des disciplines multilatérales possibles dans ce domaine. À partir d'une note du Président, les Membres ont examiné deux grandes options pour mettre en place un cadre de disciplines possibles: appliquer des disciplines horizontales à tous les secteurs de services inclus dans la liste d'un Membre, ou établir des disciplines générales – comportant éventuellement des modifications – sur une base sectorielle, selon les modèles mis au point, par exemple, dans le document de référence relatif aux télécommunications.¹⁵ Les Communautés européennes ont présenté une note informelle décrivant à grands traits les éléments, tels que non-discrimination et transparence, d'un cadre possible pour les marchés publics de services.¹⁶

13. Pendant les 12 mois écoulés, les Membres ont axé leurs travaux sur une communication des Communautés européennes et de leurs États membres relative aux marchés publics des services, qui proposait un cadre comprenant des règles générales et des règles spécifiques aux différents secteurs, et suggérait que chaque Membre prenne des engagements concernant l'accès aux marchés et le traitement national en matière de marchés publics de services.¹⁷ À la réunion des 13 et 14 mai 2003, les Communautés européennes ont présenté un cadre juridique de négociations portant sur les marchés publics des services, qu'elles ont distribué sous forme écrite le 22 mai 2003.¹⁸

14. Par ailleurs, divers Membres ont soulevé la question de la portée du mandat énoncé à l'article XIII et fait observer qu'à leur avis, l'article XIII excluait le traitement NPF, l'accès aux marchés et le traitement national du champ des négociations. D'autres Membres ont répondu que le mandat de l'article XIII ne comportait aucune exclusion de ce genre. Les discussions ont aussi porté sur la nécessité d'éviter les chevauchements avec les travaux du Groupe de travail de la transparence des marchés publics et sur les moyens d'organiser les échanges d'informations entre ce dernier et le Groupe de travail des règles de l'AGCS. Comme le Groupe de travail l'avait demandé à sa réunion de

¹² *Government Procurement of Services*, Note informelle des Communautés européennes et de leurs États membres, 13 février 1998 (pas de numéro de Job).

¹³ *Observations informelles concernant les concessions*, Job n° 2867 (18 mai 1999) et *Négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS*, Job n° 6789 (12 novembre 1999).

¹⁴ *Interprétation des dispositions du GATT relatives aux marchés publics – Application possible à l'article XIII de l'AGCS*, Note d'information du Secrétariat, S/WPGR/W/29.

¹⁵ Note du Président, Job n° 782 (11 février 2000).

¹⁶ *Marchés publics de services - Élaboration éventuelle de disciplines multilatérales*, Communication des Communautés européennes et de leurs États membres, Job n° 4021 (26 juin 2000).

¹⁷ *Marchés publics de services*, Communication des Communautés européennes et de leurs États membres, S/WPGR/W/39.

¹⁸ *Marchés publics de services*, Communication des Communautés européennes, S/WPGR/W/42.

mai, le Secrétariat a élaboré un *Aperçu des dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les accords d'intégration économique*,¹⁹ pour examen à la réunion de juillet.

III. ÉVALUATION

15. Comme je l'ai indiqué pendant la réunion formelle du Groupe de travail en mai 2003, j'ai procédé à une série de consultations avec des Membres de toutes les régions et à différents stades de développement pour connaître les vues, attentes et appréhensions particulières de chacun concernant les négociations relatives aux marchés publics en cours au Groupe de travail des règles de l'AGCS au titre de l'article XIII. Outre les renseignements recueillis à l'occasion de consultations informelles, j'ai aussi reçu beaucoup d'observations de Membres qui ont pris contact avec moi directement. À partir de ces éléments, mon évaluation personnelle des négociations relatives aux marchés publics est la suivante.

16. La question des marchés publics est particulièrement importante pour quelques Membres, mais elle l'est moins pour d'autres. Elle est restée en suspens pendant quelque temps, en partie parce que le Groupe de travail s'est attaché tout particulièrement aux négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence. Cela s'est traduit par un nombre limité des propositions émanant de Membres, ainsi que par une participation relativement faible pendant les réunions.

17. Pendant les 12 mois écoulés, il y a eu un certain regain d'intérêt, et on a pu observer une participation plus active aux débats. Il semble que trois positions différentes existent à ce sujet. Un premier groupe de délégations souhaite commencer aussitôt que possible de véritables débats qui déboucheraient sur l'élaboration de disciplines applicables aux marchés publics de services, en particulier en ce qui concerne l'accès aux marchés. Ces délégations estiment que le mandat énoncé à l'article XIII inclut des négociations relatives à l'accès aux marchés et au traitement national.

18. Un deuxième groupe de délégations estime que le mandat énoncé à l'article XIII n'implique pas la négociation de disciplines au titre des articles II, XVI ou XVII. Par ailleurs, ces délégations ne sont pas convaincues que de telles disciplines procureraient quelque avantage que ce soit, en particulier pour les pays en développement Membres. Certaines craignent aussi que les disciplines en question n'aboutissent à ouvrir davantage de secteurs sur leurs marchés, sans que des progrès substantiels soient enregistrés dans d'autres domaines présentant pour leur pays un intérêt décisif.

19. Se situant entre ces deux positions, d'autres délégations considèrent que les marchés publics peuvent offrir des possibilités commerciales et n'excluent donc pas la possibilité de négocier ultérieurement des disciplines relatives à l'accès aux marchés et au traitement national en matière de passations de marchés. Certaines d'entre elles veulent éviter les chevauchements avec les négociations en cours au Groupe de travail de la transparence des marchés publics et estiment que les travaux devraient progresser en priorité au sein de ce dernier groupe de travail. D'autres Membres se sont aussi dits préoccupés par la perspective de négociations relatives à l'accès aux marchés et au traitement national en matière de marchés publics, en l'absence de toute protection des fournisseurs de services sur leurs marchés respectifs.

20. Les progrès dans cette négociation sont directement liés à la volonté de toutes les parties concernées de se mettre d'accord sur des objectifs précis. Les propositions émanant de Membres, la documentation établie par le Secrétariat et les documents présentés par d'autres groupes ou institutions continuent de constituer la base du débat. Ces ressources devront être utilisées dans toute la mesure possible, sans perdre de vue la nécessité de prendre en compte les objectifs et les préoccupations de tous les Membres.

¹⁹ S/WPGR/W/44.

21. Le moment est peut-être venu pour le Groupe de travail de déterminer le niveau de ses ambitions dans ces négociations. Le Groupe de travail a besoin de connaître l'opinion d'un plus grand nombre de Membres sur ce point particulier. Je demande donc instamment à tous les Membres d'exprimer leurs vues et de présenter des propositions et contre-propositions afin de donner une image plus claire de leurs besoins et de leurs attentes. Ce serait utile aux demandeurs, puisque cela leur donnerait l'occasion de présenter des solutions de rechange ou des éclaircissements sur des points qui sont un sujet de préoccupation pour d'autres Membres. En même temps, les délégations sceptiques auraient la possibilité de préciser leur interprétation du mandat de négociation et/ou les effets pour le développement de disciplines applicables aux marchés publics au titre de l'AGCS.

IV. VOIE À SUIVRE

22. Il serait judicieux de continuer à fonder nos travaux sur les apports des Membres et la documentation établie par le Secrétariat. Quant aux apports d'autres groupes ou institutions, il y aurait lieu de leur faire bon accueil, pour autant qu'ils ne préjugent pas de la position des Membres et ne fassent pas double emploi avec les travaux entrepris au sein du Groupe de travail.

23. Des réunions informelles devraient, dans la mesure où ce serait nécessaire, se tenir avant les réunions formelles du Groupe de travail, afin de ménager plus de temps pour les débats à titre informel.

ANNEXE

Liste des documents se rapportant aux négociations au titre de l'article XIII de l'AGCS

I. RAPPORTS DE RÉUNIONS

A. RAPPORTS ANNUELS

| Cote | Titre | Date |
|----------|---|------------------|
| S/WPGR/1 | Activités du Groupe de travail des règles de l'AGCS - Rapport au Conseil du commerce des services | 23 octobre 1996 |
| S/WPGR/2 | Activités du Groupe de travail des règles de l'AGCS - Rapport au Conseil du commerce des services | 26 novembre 1997 |
| S/WPGR/3 | Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services | 3 décembre 1998 |
| S/WPGR/4 | Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services | 26 octobre 1999 |
| S/WPGR/5 | Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services | 24 novembre 2000 |
| S/WPGR/6 | Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services | 4 octobre 2001 |
| S/WPGR/7 | Programmes de travail – Adoptés par le Groupe de travail des règles de l'AGCS le 22 juillet 2002 | 25 juillet 2002 |
| S/WPGR/8 | Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services (2002) | 5 décembre 2002 |

B. RAPPORTS DE RÉUNIONS FORMELLES

| Cote | Titre | Présenté par | Date |
|-------------|---|---------------------|--------------------------|
| S/WPGR/M/3 | Rapport de la réunion du 8 décembre 1995 | Note du Secrétariat | 21 décembre 1995 |
| S/WPGR/M/4 | Rapport de la réunion du 23 février 1996 | Note du Secrétariat | 19 mars 1996 |
| S/WPGR/M/5 | Rapport de la réunion du 28 mars 1996 | Note du Secrétariat | 13 mai 1996 |
| S/WPGR/M/6 | Rapport de la réunion du 3 juin 1996 | Note du Secrétariat | 22 juillet 1996 |
| S/WPGR/M/7 | Rapport de la réunion du 29 juillet 1996 | Note du Secrétariat | 19 septembre 1996 |
| S/WPGR/M/8 | Rapport de la réunion des 8 et 14 octobre 1996 | Note du Secrétariat | 13 décembre 1996 |
| S/WPGR/M/9 | Rapport de la réunion du 23 janvier 1997 | Note du Secrétariat | 7 mars 1997 |
| S/WPGR/M/10 | Rapport de la réunion du 13 mars 1997 | Note du Secrétariat | 1 ^{er} mai 1997 |
| S/WPGR/M/11 | Rapport de la réunion du 22 mai 1997 | Note du Secrétariat | 30 juin 1997 |
| S/WPGR/M/12 | Rapport de la réunion du 23 juillet 1997 | Note du Secrétariat | 3 septembre 1997 |
| S/WPGR/M/13 | Rapport de la réunion du 1 ^{er} octobre 1997 | Note du Secrétariat | 19 novembre 1997 |
| S/WPGR/M/14 | Rapport de la réunion du 26 novembre 1997 | Note du Secrétariat | 2 décembre 1997 |
| S/WPGR/M/15 | Rapport de la réunion du 13 février 1998 | Note du Secrétariat | 27 février 1998 |

| Cote | Titre | Présenté par | Date |
|-------------------------|--|---------------------|------------------|
| S/WPGR/M/16 | Rapport de la réunion du 27 avril 1998 | Note du Secrétariat | 10 juin 1998 |
| S/WPGR/M/17 | Rapport de la réunion du 23 juin 1998 | Note du Secrétariat | 31 juillet 1998 |
| S/WPGR/M/18 | Rapport de la réunion du 6 octobre 1998 | Note du Secrétariat | 13 novembre 1998 |
| S/WPGR/M/19 | Rapport de la réunion du 1 ^{er} décembre 1998 | Note du Secrétariat | 21 janvier 1999 |
| S/WPGR/M/20 | Rapport de la réunion du 19 février 1999 | Note du Secrétariat | 17 mars 1999 |
| S/WPGR/M/21 | Rapport de la réunion du 16 avril 1999 | Note du Secrétariat | 7 mai 1999 |
| S/WPGR/M/22 | Rapport de la réunion du 19 mai 1999 | Note du Secrétariat | 15 juin 1999 |
| S/WPGR/M/23 | Rapport de la réunion du 21 juin 1999 | Note du Secrétariat | 6 juillet 1999 |
| S/WPGR/M/24 | Rapport de la réunion du 27 juillet 1999 | Note du Secrétariat | 8 septembre 1999 |
| S/WPGR/M/25 | Rapport de la réunion du 8 octobre 1999 | Note du Secrétariat | 2 novembre 1999 |
| S/WPGR/M/26 | Rapport de la réunion du 24 mars 2000 | Note du Secrétariat | 20 avril 2000 |
| S/WPGR/M/27 | Rapport de la réunion des 4 et 5 mai 2000 | Note du Secrétariat | 6 juin 2000 |
| S/WPGR/M/28 | Rapport de la réunion du 7 juillet 2000 | Note du Secrétariat | 4 août 2000 |
| S/WPGR/M/29 | Rapport de la réunion du 27 septembre 2000 | Note du Secrétariat | 9 octobre 2000 |
| S/WPGR/M/30 | Rapport de la réunion du 30 novembre 2000 | Note du Secrétariat | 22 décembre 2000 |
| S/WPGR/M/31 | Rapport de la réunion du 21 mars 2000 | Note du Secrétariat | 6 avril 2001 |
| S/WPGR/M/32 | Rapport de la réunion du 10 mai 2001 | Note du Secrétariat | 17 mai 2001 |
| S/WPGR/M/33 | Rapport de la réunion du 2 juillet 2001 | Note du Secrétariat | 10 juillet 2001 |
| S/WPGR/M/34 | Rapport de la réunion du 3 octobre 2001 | Note du Secrétariat | 10 octobre 2001 |
| S/WPGR/M/35 | Rapport de la réunion du 28 novembre 2001 | Note du Secrétariat | 7 décembre 2001 |
| S/WPGR/M/36 | Rapport de la réunion des 13 et 15 mars 2002 | Note du Secrétariat | 3 avril 2002 |
| S/WPGR/M/37 | Rapport de la réunion du 3 juin 2002 | Note du Secrétariat | 26 juin 2002 |
| S/WPGR/M/38 | Rapport de la réunion du 15 juillet 2002 | Note du Secrétariat | 26 juillet 2002 |
| S/WPGR/M/39 | Rapport de la réunion du 23 octobre 2002 | Note du Secrétariat | 12 novembre 2002 |
| S/WPGR/M/40 | Rapport de la réunion du 3 décembre 2002 | Note du Secrétariat | 23 décembre 2002 |
| S/WPGR/M/41 + Corr.1 | Rapport de la réunion du 25 février 2003 | Note du Secrétariat | 12 mars 2003 |
| S/WPGR/M/42 | Rapport de la réunion du 13 mai 2003 | Note du Secrétariat | 19 juin 2003 |

C. RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS FORMULÉES PENDANT LES RÉUNIONS INFORMELLES

| N° de job | Titre | Présenté par | Date |
|------------------|---|---------------------|------------------|
| JOB(02)/211 | Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 22 novembre 2002 | Note du Secrétariat | 13 décembre 2002 |
| JOB(03)/21 | Résumé des observations formulées au cours de la réunion informelle du 29 janvier 2003 | Note du Secrétariat | 7 février 2003 |

II. DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LES DÉLÉGATIONS

A. DOCUMENTS FORMELS

| Cote | Présenté par | Titre | Date |
|-------------------------------------|--|---|-------------------|
| S/WPGR/W/ --11/Add.1 + Corr.1 | Communication de la Norvège | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 20 juin 1996 |
| --11/Add.2 | Communication de la Suisse | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 10 juillet 1996 |
| --11/Add.3 | Communication du Brésil | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 2 septembre 1996 |
| --11/Add.4 | Communication de la Nouvelle-Zélande | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 30 septembre 1996 |
| --11/Add.5 | Communication du Japon | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 27 septembre 1996 |
| --11/Add.6 | Communication des États-Unis | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 21 octobre 1996 |
| --11/Add.7 | Communication du Canada | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 4 octobre 1996 |
| --11/Add.8 | Communication de la Colombie | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 4 octobre 1996 |
| --11/Add.9 | Communication de Hong Kong | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 7 octobre 1996 |
| --11/Add.10 | Communication des Communautés européennes et de leurs États membres | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 2 décembre 1996 |
| --11/Add.11 | Communication de l'Australie | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 2 janvier 1997 |
| --11/Add.12 | Communication de la Pologne | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 10 décembre 1996 |
| --11/Add.13 + Corr.1 | Communication de la Corée | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 10 décembre 1996 |
| --11/Add.14 | Communication de l'Inde | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 17 janvier 1997 |
| --11/Add.15 | Communication du Chili | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 21 janvier 1997 |
| --11/Add.16 | Communication de Singapour | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 6 mars 1997 |
| --11/Add.17 | Communication de la Hongrie | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 13 mars 1997 |
| --11/Add.18 | Communication du Mexique | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 13 mars 1997 |

| Cote | Présenté par | Titre | Date |
|-------------|---|--|-------------------|
| --11/Add.19 | Communication de l'Argentine | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 2 mai 1997 |
| --11/Add.20 | Communication du Pérou | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 15 août 1997 |
| --11/Add.21 | Communication de la Turquie | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 10 septembre 1997 |
| --11/Add.22 | Communication du Costa Rica | Questionnaire sur les marchés publics de services – Addendum | 3 avril 1998 |
| S/WPGR/W/39 | Communication des Communautés européennes et de leurs États membres | Marchés publics de services | 12 juillet 2002 |
| S/WPGR/W/42 | Communication des Communautés européennes | Marchés publics de services | 22 mai 2003 |

B. DOCUMENTS INFORMELS

| N° de job | Présenté par | Titre | Date |
|------------------|---|--|-------------------|
| Job 5446 | Note informelle de la Nouvelle-Zélande | Marchés publics de services | 30 septembre 1997 |
| [pas de numéro] | Note informelle des Communautés européennes et de leurs États membres | Paper on Government Procurement | 13 février 1998 |
| Job 2867 | Communication du Japon | Observations informelles concernant les concessions | 18 mai 1999 |
| Job 6789 | Communication du Japon | Négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS | 12 novembre 1999 |
| Job 4021 | Communication des Communautés européennes et de leurs États membres | Marchés publics de services – Élaboration éventuelle de disciplines multilatérales | 26 juin 2000 |

III. NOTES DU PRÉSIDENT

| N° de job | Titre | Date |
|------------------|--|-----------------|
| [pas de numéro] | Note by the Chairman + Draft Questions on Government Procurement of services (Note informelle du Secrétariat) | 12 mars 1996 |
| [pas de numéro] | Meeting of the Working Party on GATS Rules dated 28 March 1996 | 2 avril 1996 |
| Job 1056 | Note from the Chairperson. Government Procurement of Services: Relating Responses to the Questionnaire to Possible disciplines | 21 février 1997 |

| N° de job | Titre | Date |
|----------------------------|--|--------------------------|
| Job 779 | Note from the Chairperson. (WPGR general + list of WPGR documents) | 10 février 1998 |
| Job 3294 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 15 juin 1998 |
| Job 5169 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 22 septembre 1998 |
| Job 772 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 10 février 1999 |
| Job 1998 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 8 avril 1999 |
| Job 2803 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 11 mai 1999 |
| Job 3432 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 15 juin 1999 |
| Job 4141 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 12 juillet 1999 |
| Job 5332 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 16 septembre 1999 |
| Job 782 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 14 février 2000 |
| Job 2598 | Note du Président (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 28 avril 2000 |
| Job 4058 | Note from the Chairperson – Meeting on 7 July 00 (safeguards, subsidies, government procurement) | 27 juin 2000 |
| Job 5538 | Note from the Chairperson – Meeting of 27 September 00 – ESM, subsidies and government procurement | 15 septembre 2000 |
| Job 7352 | Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 20 novembre 2000 – Négociations sur les sauvegardes, les subventions et les marchés publics | 17 novembre 2000 |
| JOB(01)/35 | Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 21 mars 2001 (sauvegardes, subventions et marchés publics) | 14 mars 2001 |
| JOB(01)/58 | Ordre du jour annoté du Président - Réunion du 10 mai 2001 – Mesures de sauvegarde d'urgence, subventions et marchés publics | 1 ^{er} mai 2001 |
| JOB(01)/95 | Ordre du jour annoté du Président - Réunion du 2 juillet 2001 (mesures de sauvegardes d'urgence, subventions et marchés publics) | 21 juin 2001 |
| JOB(02)/43 | <i>Négociations au titre des articles X, XIII et XV</i> – Ordre du jour annoté du Président désigné (réunion formelle du 3 juin 2002) | 24 mai 2002 |
| JOB(02)/82 + Rev.1 & Rev.2 | Note du Président – Projet de programme de travail (mesures de sauvegarde d'urgence, subventions et marchés publics) | 12 juillet 2002 |
| JOB(02)/83 | Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 15 juillet 2002 (mesures de sauvegarde d'urgence, subventions et marchés publics) | 12 juillet 2002 |
| JOB(02)/144 | Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 23 octobre 2002 (sauvegardes, subventions, marchés publics) | 16 octobre 2002 |
| JOB(02)/202 | Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 3 décembre 2002 (Rapport annuel, sauvegardes, subventions, marchés publics) | 3 décembre 2002 |
| JOB(03)/30 | Ordre du jour annoté du Président – Réunion du 25 février 2003 (sauvegardes, marchés publics et subventions) | 14 février 2003 |

IV. DOCUMENTS D'INFORMATION DU SECRÉTARIAT

A. NOTES FORMELLES

| Cote | Titre | Date |
|--------------|---|-----------------|
| S/WPGR/W/3 | Les marchés publics de services | 8 novembre 1995 |
| S/WPGR/W/7 | Renseignements relatifs aux marchés publics de services | 2 février 1996 |
| --/W/7/Add.1 | <i>Idem</i> – Addendum | 22 février 1996 |
| S/WPGR/W/11 | Questionnaire sur les marchés publics de services | 2 avril 1996 |
| S/WPGR/W/20 | Synthèse des réponses au questionnaire sur les marchés publics de services | 7 juillet 1997 |
| S/WPGR/W/21 | Études de l'APEC sur les mécanismes de passation des marchés publics | 15 juillet 1997 |
| S/WPGR/W/29 | Interprétation des dispositions du GATT relatives aux marchés publics – Application possible à l'article XIII de l'AGCS | 31 mars 1999 |
| S/WPGR/W/44 | Aperçu des dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les accords d'intégration économique | 24 juin 2003 |

B. NOTES INFORMELLES

| Numéro de job | Titre | Date |
|---------------|---|-----------------|
| Job 7053 | List of documents of the Working Group on Transparency in Government Procurement and the Committee on Government Procurement (pas de traduction) | 7 novembre 2000 |
| Job 7072 | Services covered under Annexes 4 and 5 of Appendix 1 of the parties of the Agreement on Government Procurement – By Secretariat (pas de traduction) | 8 novembre 2000 |